

FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES

Rapport
du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

de l'exercice clos le 31 décembre 2025

FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES

245, rue Duguesclin
69003 LYON

Association (loi du 1er juillet 1901)
N° SIREN : 438. 959. 231.

Conseil – Expertise comptable – Audit

Lyon | 69, boulevard des Canuts
69317 Lyon Cedex 04
lyon@qintens.fr
04 78 29 85 04

L'Arbresle | 31, route du Bois du Maine - ZI La Ponchonnière
69210 Savigny
larbresle@qintens.fr
04 78 22 23 85

Jonage | 22, avenue Lionel Terray - Sunstone II B
69330 Jonage-Meyzieu
jonage@qintens.fr
04 78 31 51 14

Dijon | 13, rue Marguerite Yourcenar - Le Vénétie
21000 Dijon
dijon@qintens.fr
03 80 28 07 71

www.qintens.fr



A l'assemblée générale de l'Association FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.



Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport en fait partie intégrante.

Fait à Lyon, le 19 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
QINTENS

Marc MURARD



ANNEXE

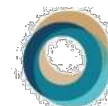
Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

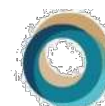
Bilan (Actif - Passif)

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	32 000	32 000		7 306
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	16 844	14 777	2 067	
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	54 520		54 520	52 901
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	103 364	46 777	56 587	60 207
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	50 194		50 194	15 799
Autres créances	28 421		28 421	39 071
Charges constatées d'avance				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	254 224		254 224	319 645
ACTIF CIRCULANT	332 839		332 839	374 515
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	436 203	46 777	389 425	434 722



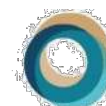
Bilan (Actif - Passif)

	Net au 31/12/25	Net au 31/12/24
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	98 267	71 780
Report à nouveau		14 892
RESULTAT DE L'EXERCICE	9 419	11 595
Subventions d'investissement	2 090	6 518
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	109 776	104 785
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur subventions	23 756	13 756
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES	23 756	13 756
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses	15 000	20 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 074	52 458
Dettes fiscales et sociales	18 344	21 177
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	182 651	187 422
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	25 825	35 125
DETTES	255 893	316 181
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	389 425	434 722



Compte de résultat

	du 01/01/25 au 31/12/25 12 mois	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	21 940,00	22 200,00
Ventes de biens et de services	98 015,84	96 040,26
Ventes de prestations services	98 015,84	96 040,26
Produits de tiers financeurs	66 767,72	131 907,00
Concours publics et subventions d'exploitation	57 467,72	98 107,00
Contributions financières	9 300,00	33 800,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	1 900,00	1 723,80
Utilisation des fonds dédiés	5 000,00	9 000,00
Autres produits	18,17	2,75
Total I	193 641,73	260 873,81
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	39 191,05	98 503,01
Impôts, taxes et versements assimilés	2 263,60	1 825,09
Salaires et traitements	87 445,74	101 968,18
Charges sociales	34 106,21	43 200,23
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 711,33	12 699,74
Reports en fonds dédiés	15 000,00	5 000,00
Autres charges	2 222,92	1 620,00
Total II	187 940,85	264 816,25
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	5 700,88	-3 942,44
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	4 388,84	6 573,65
Total III	4 388,84	6 573,65
CHARGES FINANCIERES		
Total IV		
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	4 388,84	6 573,65
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	10 089,72	2 631,21
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Reprises provisions, dép., et transferts de charge		10 000,00
Total V		10 000,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Total VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		10 000,00
Impôts sur les bénéfices (VIII)	671,00	1 036,00
Total des produits (I + III + V)	198 030,57	277 447,46
Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))	188 611,85	265 852,25
EXCEDENT OU DEFICIT	9 418,72	11 595,21
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	5 559,84	8 674,00
TOTAL	5 559,84	8 674,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Personnel bénévole	5 559,84	8 674,00
TOTAL	5 559,84	8 674,00



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 389 425 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 9 419 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

L'association FAPIL AUVERGNE RHONE ALPES réunit des membres qui ont pour objet de favoriser la promotion et l'insertion par le logement des personnes et familles en difficulté. Elle a plus spécialement pour but de faciliter les échanges entre ses membres et de renforcer les coopérations avec d'autres structures poursuivant le même objectif à l'échelle régionale et inter-régionale ou à l'échelle nationale et européenne.

Les ressources de l'association comprennent principalement les subventions, les cotisations des membres et les produits des activités liées à l'objet.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 29/04/2026 par le conseil d'administration de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux principes comptables généraux du règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022 et dans le respect des dispositions particulières du règlement ANC N°2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des modifications apportées dans le cadre de la première application du règlement ANC N°2022-06
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

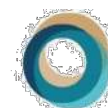
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Changement de méthodes comptables

Le règlement ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles des états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement.

Les changements de méthodes comptables suite à la première application du règlement ANC N°2022-06 n'ont pas d'impact significatif sur la présentation du résultat de l'exercice 2025.

Nouvelle définition du résultat exceptionnel :



Règles et méthodes comptables

Changement appliqué : les éléments qui étaient auparavant classés en résultat exceptionnel, mais qui relèvent désormais de l'activité courante ou récurrente, sont présentés dans les rubriques appropriées du compte de résultat (par exemple, charges ou produits d'exploitation).

Impact sur les états financiers : Les quotes-parts des subventions d'investissement comptabilisées en produits exceptionnels en 2024 pour 10 000 € ont été comptabilisées dans les subventions d'exploitation pour 6 928 € en 2025.

Suppression de la technique du transfert de charges :

Changement appliqué : Les transferts de charges, qui étaient auparavant comptabilisés en produits (compte 79), sont désormais soit directement imputés en diminution des charges correspondantes, soit comptabilisés en "autres produits" (compte 758).

Impact sur les états financiers : néant

Charges Constatées d'avance :

Changement appliqué : Au niveau du bilan, les charges constatées d'avance sont maintenant comptabilisées dans la rubrique "Créances".

Impact sur les états financiers : néant

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Site internet : 3 ans

* Matériel de bureau et informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Titres immobilisés

Les titres immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et méthodes comptables

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Rémunérations des dirigeants et des bénévoles

Cette information n'est pas fournie, car elle reviendrait à donner une information individuelle.
Les membres du bureau exercent leurs fonctions à titre de bénévole.
Le bénévolat est mentionné au pied du compte de résultat.

Engagement retraite

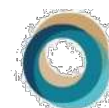
Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe (confère ci-après).

Autres créances et dettes

Le poste "autres dettes" comprend des fonds de mutualisation perçus par l'association FAPIL AURA pour le compte d'adhérents de l'association en couverture de risque d'irrécouvrabilité de loyers, de dégradation de logements et autres aides spécifiques notamment de fonds de travaux et accompagnement divers.

Détail des encours et opérations réalisées au cours de l'exercice 2025 :

- Fonds inscrits au poste autres dettes au 31/12/2024 représentent un total de 187 201 €
 - Fonds alloués au titre de l'année 2025 : 141 390 €
 - Fonds abondés au titre de 2025 : 136 839 €
 - Fonds inscrits au poste autres dettes au 31/12/2025 représentent un total de : 182 651 €
- En contrepartie l'association FAPIL AURA dispose de la trésorerie permettant de couvrir ce passif.



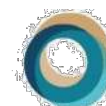
Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	32 000			32 000
Immobilisations corporelles	14 372	2 472		16 844
Immobilisations financières	52 901	1 619		54 520
Total	99 273	4 091		103 364
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	24 694	7 306		32 000
Immobilisations corporelles	14 372	405		14 777
Immobilisations financières				
Total	39 066	7 711		46 777
ACTIF NET				56 587

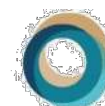
	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmen-tations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 000			32 000
Immobilisations incorporelles	32 000			32 000
- Installations générales, agencements et				
- Installations techniques, matériel et outillage				
- Installations générales, agencements				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	14 372	2 472		16 844
Immobilisations corporelles	14 372	2 472		16 844
- Participations évaluées par mise en				
- Autres titres immobilisés	52 901	1 619		54 520
Immobilisations financières	52 901	1 619		54 520
TOTAL	99 273	4 091		103 364



Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Durée d'utili- sation ou taux d'amor- tisse- ment	Mode d'amor- tisse- ment	Amor- tissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmen- tations	Diminutions	Amor- tissements cumulés à la clôture de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement - Fonds commercial - Autres immobilisations incorporelles Immobilisations incorporelles			24 694 24 694	7 306 7 306		32 000 32 000
- Terrains - Constructions sur sol propre - Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencement et aménagements des constructions - Installations techniques, matériel et outillage industriels - Installations générales, agencement et aménagements divers - Matériel de transport - Matériel de bureau et informatique, mobilier - Emballages récupérables et divers Immobilisations corporelles			14 372 14 372	405 405		14 777 14 777
TOTAL			39 066	7 711		46 777



Notes sur le bilan

Actif circulant

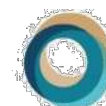
Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 78 615 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres			
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	50 194	50 194	
Autres	28 421	28 421	
Charges constatées d'avance			
Total	78 615	78 615	
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Clients - prod. non facturés	2 810
Divers - subventions à recevoir	3 040
Total	2 074



Notes sur le bilan

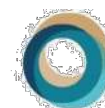
Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	71 780	11 595	14 892		98 267
Report à Nouveau	14 892			14 892	
Excédent ou déficit de l'exercice	11 595	-11 595	9 419		9 419
Situation nette	98 267		24 310	14 892	107 685
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	6 518		2 500	6 928	2 090
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	104 785		26 810	21 819	109 776

L'association a obtenu deux subventions d'investissement de la Région Rhône-Alpes et la Banque des Territoires soit respectivement 20 000 euros et 10 000 euros en 2021 pour le financement d'une plateforme internet constatée en immobilisation en 2022 pour 32 000 euros.

L'association a également reçu en 2025 une subvention de 2 500 € pour l'achat d'ordinateurs.



Notes sur le bilan

Dettes

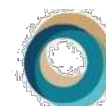
Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 255 893 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	15 000	5 000	10 000	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	14 074	14 074		
Dettes fiscales et sociales	18 344	18 344		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	182 651	182 651		
Produits constatés d'avance	25 825	25 825		
Total	255 893	245 893	10 000	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	5 000			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs - fact. non parvenues	9 525
Dettes provis. pr congés à payer	6 079
Personnel - autres charges à payer	1 750
Charges sociales s/congés à payer	3 175
Total	20 529



Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance	25 825		
Total	25 825		





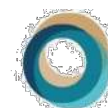
Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		50 540				50 540
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement					6 928	6 928
						57 468



Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 2 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres		1	1	1
Employés		1	1	1
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total		2	2	2

Engagements financiers

Engagements donnés

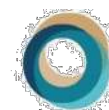
	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	2 527
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
Total	2 527

Engagements de retraite :

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 2 527 euros

Les principaux critères retenus pour l'évaluation de cet engagement sont les suivants :

- taux d'actualisation : 3,60%
- âge départ à la retraite 62 -67 ans
- taux de charges sociales : 45 %



Autres informations

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat	5 560	8 674
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total	5 560	8 674
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole	5 560	8 674
Total	5 560	8 674

La valorisation du bénévolat 2025 correspond aux heures réalisées par des bénévoles et des salariés des associations partenaires de l'association FAPIL Auvergne Rhône Alpes lors de leur participation aux instances suivantes :

- Représentation dans les instances de l'habitat
- Rencontres avec les acteurs institutionnels et/ou réseaux associatifs
- Groupes de travail

Soit un montant total de 5 560 € pour 2025, déterminé selon les modalités suivantes par catégorie d'intervenants :

- Les temps passés par les bénévoles sont valorisés à hauteur de deux fois le SMIC moyen, 2025 soit 23,76 € pour 138 h soit un total de 3 279 €
- Les temps passés par les salariés des associations partenaires sont valorisés à hauteur de trois fois le SMIC horaire moyen 2025 soit 35,64 € pour 64 h soit un total de 2 281 €

Ce prix horaire est considéré chargé.

Autres informations

Fonds dédiés

Subventions affectées

	A l'ouverture de l' exercice	Reports A	Utilisations Montant global B	Utilisations Dont rembours. 	Transferts C	A la clôture de l'exercice Montant global A - B + C	A la clôture de l'exercice Dont fonds dédiés (proj. sans dép.)
TUTORAT DREETS IML	8 756 5 000	8 756 5 000	5 000		15 000	8 756 15 000	
Total	13 756	13 756	5 000		15 000	23 756	

